

Les mémoires politiques et le processus de réunification allemande

Frédéric Cyr

Résumé

Le succès diplomatique que représente la réunification allemande a donné naissance à une quantité exceptionnelle de mémoires politiques dans lesquels les auteurs tentent de faire valoir la primauté de leur rôle. Ces mémoires représentent les sources les plus utilisées dans l'historiographie relative à cette période. Malgré la subjectivité qui leur est normalement associée, ils fournissent des éclaircissements très utiles pour comprendre les enjeux politiques liés à la question allemande, notamment entre Bonn, Washington et Moscou. Si les consensus entre les antagonistes font ressortir la bonne entente sur certains faits marquants de 1989-1990, les contradictions indiquent également les points de litiges entre les gouvernements et entre les personnalités politiques. Les mémoires ont toutefois des limites. Dans le cas spécifique de la réunification allemande, ils négligent complètement la contribution fondamentale de la révolution populaire en Allemagne de l'Est en tant que moteur réunificateur à l'automne 1989.

Les mémoires politiques¹ traitant du processus de réunification allemande lors des années 1989-1990 sont exceptionnellement nombreux. Ceci n'est guère étonnant, puisque contre toute attente, la question allemande, thème déterminant pour la carte géopolitique européenne au moins depuis la création du Reich en 1871, s'est réglée sans violence dans la paix et le calme², faisant simplement passer le territoire est-allemand à la RFA (République fédérale d'Allemagne). À la suite d'un tel succès diplomatique, plusieurs hommes politiques ont souhaité faire connaître leur version personnelle des événements menant à l'unité allemande. La plupart d'entre eux ont publié des relations écrites, sous forme de mémoires, dans lesquelles ils plaident la primauté de leur rôle.

Or, si l'historien français Jean-Baptiste Duroselle³ affirme que les chercheurs ne citent habituellement « [...] ce type de source qu'en quatrième lieu, car leur valeur est souvent plus discutable que celle des archives et des documents [...] », dénonçant la trop grande subjectivité des mémoires, le cas de la réunification ne semble pas nécessairement conforme à cette règle. En fait, ceux-ci, plus que toute autre source, sont fréquemment utilisés dans l'historiographie étant donné leur abondance et leur accessibilité⁴. Cet article se penchera sur cette particularité, tentant d'évaluer la pertinence de tels comptes-rendus sur le plan historique. À l'aide d'exemples provenant des récits américains, ouest-allemands et soviétiques⁵, nous soulignerons quelques-unes des forces et des faiblesses de ces mémoires et nous les utiliserons pour reconstruire l'histoire du processus de réunification allemande.

Une subjectivité indéniable

Soutenant la thèse de Duroselle, les auteurs des mémoires de Bonn, Washington et Moscou font d'abord preuve d'une grande subjectivité, ce qui, à l'échelle individuelle, rend difficile leur utilisation pour comprendre les événements associés à l'unité allemande. Cette tendance se fait spécialement ressentir avant l'effondrement du mur de Berlin le 9 novembre 1989, alors que les diplomates s'arrachent la paternité de la mise sur pied du processus de réunification sur la scène internationale⁶.

Dans les mémoires de Helmut Kohl, chancelier ouest-allemand, le récit de la visite de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS (Parti communiste d'Union soviétique), en RFA à l'été 1989, illustre particulièrement bien cette propension. À pareille date, la rhétorique réunificatrice des partis ouest-allemands n'était aucunement différente de celle pratiquée depuis la Seconde Guerre mondiale : depuis plus de quarante ans, l'unité demeurait un but très vague, de long terme. Le chancelier ne s'était d'ailleurs jamais prononcé sur le sujet à l'époque. Avec du recul, Kohl affirme néanmoins qu'il avait alors réussi à convaincre le secrétaire général de l'inévitabilité d'une éventuelle réunification lors d'entretiens privés⁷. Le chancelier croit que « [...] c'est à partir de ce moment que Gorbatchev a commencé à réviser sa manière de penser la question de l'unification de l'Allemagne, notamment parce qu'ils étaient devenus plus intimes et s'étaient sentis en confiance l'un avec l'autre »⁸.

Démontrant toute la subjectivité des mémoires, ces propos sont directement contredits par ceux des hommes politiques américains. Selon Robert L. Hutchings, conseiller du président George Bush, également

soutenu par l'ouvrage de Philip Zelikow et de Condoleezza Rice, membres du NSC (National Security Council), Kohl a exagéré l'impact de son entretien avec Gorbatchev⁹. « *They [les mots de Kohl] may capture the evolution of Gorbatchev's thinking on Germany and especially his hopes for Soviet-German cooperation, but they go much too far in implying that the Soviet leader had by that time accepted German unification as an eminent reality*¹⁰. » L'unification allemande n'était pas à l'ordre du jour à l'échelle internationale et encore moins au programme du gouvernement soviétique. En effet, Moscou attendra jusqu'en février 1990 avant d'accepter une réunification, et encore, avec des conditions trop contraignantes pour le gouvernement ouest-allemand¹¹.

En plus de représenter des contradictions avec les mémoires américains, le compte-rendu du chancelier peut être mis en doute si on considère que Gorbatchev n'aborde aucunement les questions de réunification dans sa description des événements lors de sa visite en RFA. Même dans son livre *Wie es war*, ouvrage consacré entièrement au processus de réunification, il ne mentionne jamais sa conversation privée avec Kohl. Sa visite en RFA lui avait certes permis d'établir des liens diplomatiques plus étroits avec Bonn, mais aucun progrès n'avait été fait sur la question de l'unité allemande¹². La suite des événements – une réticence marquée de Moscou à entériner un mécanisme de négociation – soutient l'idée que Kohl cherche à se donner le crédit du coup d'envoi du processus de réunification. Ceci compromet inéluctablement la fiabilité historique de son ouvrage.

Cette tendance à exagérer la contribution d'un gouvernement dans la réalisation de l'unité allemande n'est cependant pas exclusive à l'Allemagne. James Baker, secrétaire d'État américain, et Robert L. Hutchings, conseiller du président George Bush, exagèrent tout autant la portée d'un discours de ce dernier à Mayence en mai 1989. Selon Hutchings, la demande du président de démanteler le mur de Berlin indiquait que la réunification était déjà « [...] *embedded in our [hommes politiques américains] thinking by the time of President's Bush's May 31 speech in Mainz [...]*¹³ ». En vérité, Bush n'espérait pas plus que se produise une réunification à court terme que Ronald Reagan n'y croyait en 1987 lorsqu'il avait demandé à Gorbatchev de « faire tomber ce mur ». À l'été 1989, mis à part ce discours, le gouvernement américain n'a jamais évoqué la possibilité d'une réunification allemande¹⁴. Brent Scowcroft, co-auteur des mémoires du président, admet d'ailleurs d'emblée que le discours de Mayence faisait simplement partie d'une campagne politique visant à s'allier le gouvernement ouest-allemand¹⁵.

Plusieurs omissions importantes attestent également de la partialité des mémoires. Un bon exemple transparait dans les descriptions d'une visite du secrétaire d'État américain à Moscou en février 1990. Quand les trois gouvernements s'affairaient, chacun de leur côté, à mettre sur pied un mécanisme de négociation des aspects internationaux de l'unité allemande, le futur statut militaire de l'Allemagne de l'Est était au cœur des débats diplomatiques : les Occidentaux souhaitaient intégrer la partie orientale à l'OTAN, alors que les Soviétiques tentaient d'obtenir la neutralité de l'Allemagne réunifiée entière, ou tout au moins, celle de la RDA (République démocratique d'Allemagne). Même si les mémoires de Bush et de Brent Scowcroft maintiennent que les Américains refusaient catégoriquement la neutralité de la RDA, l'historiographie démontre que Baker avait commis une erreur diplomatique en concédant celle-ci à Gorbatchev¹⁶. Selon l'historien Alexander von Plato, Baker a été immédiatement critiqué à ce propos lors de son retour à Washington¹⁷. Il est intéressant de constater l'omission flagrante de Baker sur le sujet. Bien qu'il décrive en détail sa discussion avec le chef soviétique quant à la mise sur pied d'un mécanisme de négociation, il s'abstient d'aborder le futur statut militaire de la RDA¹⁸. La censure de la conversation incarne bien le penchant des mémorialistes à négliger certains faits compromettants, ce qui constitue une autre insuffisance notoire des mémoires en tant que sources.

Quelques aspects utiles des mémoires

Dans le cadre de cette recherche, il est clair qu'une lecture de plusieurs mémoires, provenant des différents gouvernements, permet de surmonter quelques-unes des faiblesses notées ci-dessus. Cette démarche est d'ailleurs particulièrement féconde pour éclaircir la nature des enjeux diplomatiques dans le triangle Bonn/Washington/Moscou, ou encore, pour reconnaître les rivalités à l'intérieur d'un même gouvernement.

Les consensus dans les déclarations des trois gouvernements génèrent habituellement de l'information fiable pour comprendre la diplomatie qui entoure la réunification de l'Allemagne. Lors des élections en mars 1990, alors qu'on assistait à l'effondrement politique, économique et social de l'Allemagne de l'Est, sa population s'est prononcée en grande majorité en faveur de l'Alliance pour l'Allemagne, regroupement politique favorisant une réunification rapide et directe à la RFA sans recours à l'article 146 de la constitution¹⁹. Dans les mémoires, la grande majorité des protagonistes accordent à ces événements la même signification. George Bush écrit à cet effet : « The effect of the East German elections on the diplomacy

surrounding the "external" aspects of reunification was dramatic. They definitely ended any Soviet hope to slow the drive for unification through an obedient East Germany²⁰. » Dans le même esprit, Gorbatchev concède qu'il lui était désormais impossible de pouvoir synchroniser la réunification allemande avec l'intégration européenne, un but que l'administration soviétique chérissait depuis l'hiver 1990 :

Malheureusement, il fut impossible d'accomplir un tel synchronisme. La réunification allemande défilait à un tempo très rapide. Après les élections à la *Volkskammer* en RDA le 18 mars, remportées par "l'Alliance pour l'Allemagne" [...] la RDA n'était plus en mesure de s'opposer à la réunification selon l'article 23 de la Constitution ouest-allemande, qui confirmait pratiquement l'absorption de l'Allemagne de l'Est à la RFA²¹.

Kohl, qui avait fait campagne en appuyant l'Alliance pour l'Allemagne en RDA, est du même avis que Bush et Gorbatchev. Tous s'entendent pour dire que les élections avaient détruit toute idée de reporter à plus tard une entente définitive sur la question allemande.

L'information que l'on obtient de ce consensus est juste sur le plan historique. Peu après les élections, les négociations officielles relatives aux aspects externes de l'unification de l'Allemagne, les rencontres « 2+4 », ont débuté, débouchant rapidement sur une entente, dès l'été 1990²². Craignant d'autres manifestations en RDA, les dirigeants internationaux avaient été contraints d'accélérer les négociations afin d'accompagner une transition stable vers l'unité et d'assurer la sécurité européenne.

La percée diplomatique de juillet 1990 représente un autre exemple où les mémoires, par leurs versions intégrées, cernent bien la bonne entente entre les pays impliqués. Lors d'un voyage du chancelier à Moscou et au Caucase, Gorbatchev avait finalement avalisé une réunification directe et rapide qui intégrait le territoire est-allemand à l'OTAN. Évidemment, les chefs d'États ouest-allemands et soviétiques, ne manquant pas de souligner leur participation au « moment décisif du processus de réunification » donnant à l'Allemagne sa pleine souveraineté, se déclarent particulièrement satisfaits de la rencontre²³. Ce qui est le plus important cependant, c'est que les Américains, malgré leur absence au Caucase, s'empressèrent aussi de soutenir le traité conclu par Bonn et Moscou. Brent Scowcroft nie même les allégations médiatiques voulant que les Américains craignaient un accord germano-soviétique qui excluait Washington, comme celui de Rapallo en 1922²⁴. Ces informations s'avèrent particulièrement fiables lorsqu'elles sont comparées aux événements historiques recensés dans l'historiographie²⁵.

Contre toute attente, les interprétations divergentes que l'on retrouve dans les mémoires peuvent également servir à comprendre les enjeux diplomatiques de la réunification. Tel que démontré ci-dessus pour les visites de Bush et de Gorbatchev en RFA à l'été 1989, les versions antagonistes tendent à se mettre mutuellement en échec, chacune cherchant à valoriser la participation active de son auteur dans le processus. D'autres exemples sont d'autant plus significatifs qu'ils se situent après l'enclenchement des négociations, fournissant des éclaircissements sur la nature des relations diplomatiques entre les pays impliqués, en commençant par l'aliénation de Moscou aux politiques occidentales.

Le 28 novembre 1989, environ deux semaines après la chute du mur de Berlin, Kohl a pris l'initiative de porter la réunification sur la scène internationale en livrant un « discours en dix points²⁶ » dans lequel il souhaitait voir les deux États allemands progresser vers des « structures confédératives ». La réaction soviétique a été particulièrement négative dans les mémoires. De passage à Moscou pour des négociations bilatérales, Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires extérieures ouest-allemand, a été reçu de manière brutale par Gorbatchev. Ce dernier maintient qu'il a dû vivement réprimander Genscher, lui demandant si le chancelier souhaitait rompre la bonne entente avec Moscou en imposant un tel ultimatum au processus de réunification. Gorbatchev dit s'être senti trahi par Kohl, avec qui il croyait avoir établi des liens étroits à l'été 1989²⁷. Selon lui, les dix points mettaient l'Europe entière dans une situation très précaire compte tenu des vagues révolutionnaires en RDA.

Malgré l'irritation initiale de la délégation américaine, qui n'avait pas été consultée au préalable, celle-ci a rapidement soutenu la nouvelle politique de Kohl²⁸. Lors d'un sommet de l'OTAN au début de décembre 1989, Bush a officialisé l'appui des États-Unis à un processus de réunification allemande²⁹. Kohl affirme que c'est « [...] la présence du président des États-Unis au sommet de l'OTAN qui, du côté occidental, contribua très largement à frayer la voie vers l'unité allemande », ce qui soutient l'idée d'une étroite collaboration entre Bonn et Washington³⁰. Cette convergence dans les mémoires américains et ouest-allemands s'étend aux ententes officielles de septembre 1990 consacrées aux aspects externes de l'unité de l'Allemagne. Les mémoires démontrent sans équivoque l'incongruité du triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou, un aspect historique non négligeable.

En plus d'incarner la fragilité des relations occidentales avec Moscou, les récits au sujet du discours de Kohl font ressortir une certaine fragilité au sein du gouvernement ouest-allemand, composé d'une alliance entre

la CDU (Union chrétienne-démocrate), représentée par Kohl, et le FDP (Parti libéral), représenté par Genscher. Afin de s'assurer l'exclusivité du programme en dix points et ainsi prendre les devants dans le dossier de la réunification, Kohl avait exigé que l'on garde le contenu de son discours confidentiel. Si Gorbatchev avait mal reçu la nouvelle à l'international, Genscher et ses conseillers se disent aussi déçus de la façon dont la chancellerie a traité son nouveau programme. Genscher :

But it [le nouveau programme du chancelier] had not been discussed with our most important allies either, and yet we would urgently need their support in the coming weeks. Instead, officials from the Chancellor's Office telephoned several embassies to suggest that their countries pay close attention to the Chancellor's Bundestag declaration because it contained statements of the utmost importance³¹.

Le ministre des Affaires étrangères soutenait que Kohl mettait en péril les bonnes relations diplomatiques préétablies.

Les propos de Frank Elbe et de Richard Kiessler, conseillers de Genscher, font également ressortir le malaise entre la chancellerie et le ministère des Affaires étrangères : « *Helmut Kohl treated his ten-point plan as if it was a top secret commando operation. Members of the CDU presidium had warned him that his step-by-step programme had to remain secret so that the SPD did not "steal" it from the Christian Democrats³².* » Même si Elbe et Kiessler tentent de cacher la rivalité entre la CDU et le FDP, à l'ombre de celle avec le SPD (Parti social-démocrate), il est clair qu'ils n'approuvent guère les méthodes employées par Kohl. Ces interprétations divergentes dépeignent un tableau clair du malaise interne au sein du gouvernement ouest-allemand, élément nécessaire pour comprendre la diplomatie du processus de réunification.

Le peuple oublié : limite absolue

En dépit de la lecture de nombreux mémoires, plusieurs de leurs faiblesses rendent insurmontables leur utilisation comme sources fiables. Par exemple, ils n'offrent habituellement que très peu de détails concrets sur la majorité des rencontres ou ententes relatives à la réunification. Les mémorialistes ne se concentrent habituellement que sur des anecdotes personnelles, sans véritable utilité historique. Dans le cadre de cette recherche, la principale défaillance des mémoires est cependant l'omission générale du rôle déterminant qu'a joué le peuple est-allemand dans le processus de réunification³³. Malgré les tentatives d'appropriation des mémorialistes, une juxtaposition des progrès diplomatiques avec les événements révolutionnaires en RDA montre que la diplomatie Bonn/

Washington/Moscou n'était que réactive aux demandes du peuple allemand. Le discours en dix points de Kohl au Bundestag, qui encore une fois réclamait une unification progressive à long terme, n'a été tenu qu'après la chute du Mur, alors que les manifestations redoublaient d'ardeur dans les rues de Berlin-Est et de Leipzig³⁴. À pareille date, la population réclamait déjà une réunification rapide et directe, sans détour par des « structures confédératives ». Comme le mentionne l'historienne américaine Elizabeth Pond, à la fin novembre, « [...] *one group of demonstrators in Leipzig did begin demanding precisely that* [une unification rapide et directe], *modulating wir sind das Volk* [nous sommes le peuple] *to wir sind ein Volk* [nous sommes un peuple] »³⁵. Kohl, même s'il souhaitait répondre à la demande populaire, était en retard sur le mouvement réunificateur en RDA.

Les hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou ont attendu jusqu'à l'effondrement politique complet de la RDA avant d'enclencher de véritables discussions. Avant le scandale de la *Stasi* à Berlin-Est le 15 janvier 1990, à l'occasion duquel la population s'est emparée des anciennes structures de la police secrète, aucun pays n'avait avancé de véritable stratégie pour négocier la réunification des États allemands³⁶. À la lecture des mémoires, on aurait tendance à croire que les hommes politiques ont mené le processus de réunification. Il n'en est rien. Ils étaient réactifs et n'ont fait que canaliser le mouvement révolutionnaire en RDA. Cette interprétation abusive des événements et des rôles constitue sans aucun doute la principale défaillance des mémoires en tant que sources historiques.

Conclusion

Selon l'historien allemand Alexander von Plato, qui s'est penché sur l'utilité historique d'entretiens réalisés avec les principaux acteurs du processus de réunification,

[Les entretiens] ont montré beaucoup plus clairement que les protocoles où se trouvaient les véritables contradictions, qui étaient les opposants et avec quels arguments ils s'affrontaient [...]. L'importance des contradictions entre les représentants de partis d'un même pays, entre les dirigeants d'États et ministres des Affaires étrangères, ou entre les gouvernements des différents pays y était clairement présentée [...]. Certains [enjeux ou conflits] sont seulement compréhensibles avec l'aide de l'information que l'on retrouve dans les entretiens³⁷.

L'analyse de von Plato rejoint en effet quelques-uns des constats de cet article au sujet des mémoires. Ceux-ci sont particulièrement utiles pour

cerner certains conflits ou points de litige diplomatique, tant à l'interne, à l'intérieur d'un même gouvernement, qu'à l'international. Alors que les consensus interprétatifs témoignent de la bonne entente des parties sur certains faits marquants, les interprétations divergentes apportent des éclaircissements spécifiques sur la dynamique diplomatique de la réunification allemande, soulignant les efforts des protagonistes à vouloir s'approprier l'histoire. Ceci prouve en effet toute la complexité et l'ampleur des enjeux relatifs à la résolution de la question allemande. Néanmoins, la thèse de von Plato néglige certaines des faiblesses que nous avons recensées. Même si les subjectivités individuelles tendent à se contrebalancer d'un récit à l'autre, aucun homme politique ne met en valeur le rôle du peuple est-allemand. À partir de l'automne 1989, la révolution populaire en RDA représentait le moteur du processus de réunification, ce qui n'est guère perceptible dans les mémoires. Ceci constitue en effet un obstacle insurmontable pour quiconque espère représenter de manière juste les faits marquants de cette période historique déterminante.

Notes

* Toutes les citations tirées d'ouvrages allemands ont été traduites en français par l'auteur de cet article afin d'uniformiser le texte.

1. Les mémoires sont des relations écrites qu'une personne fait des événements auxquels elle a participé ou dont elle a été témoin. Dans le cadre de ce travail, nous avons retenu les témoignages provenant des mémoires américains, ouest-allemands et soviétiques : James A. Baker, *The Politics of Diplomacy: Revolution, War, and Peace, 1989-1992*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1995 ; George Bush et Brent Scowcroft, *A World Transformed: A Study in Statecraft*, New York, Knopf, 1998 ; Robert L. Hutchings, *American Diplomacy and the End of the Cold War: An Insider's Account of US Policy in Europe, 1989-1992*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998 ; Vernon A. Walters, *Die Wiedervereinigung war voraussehbar: hinter den Kulissen eines entscheidenden Jahres: die Aufzeichnungen des amerikanischen Botschafters*, Berlin, Siedler Verlag, 1994 ; Édouard Chevardnadzé, *L'Avenir s'écrit liberté*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1991 ; Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires: une vie et des réformes*, Paris, Éditions du Rocher, 1997 ; Michail Gorbatschow, *Wie es war: die deutsche Wiedervereinigung*, Berlin, Ullstein, 1999 ; Valentin Falin, *Politische Erinnerungen*, München, Droemer Knauer, 1993 ; Anatoli Tschernajew, *Die letzten Jahre einer Weltmacht*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1993 ; J.A. Kwizinski, *Vor dem Sturm: Erinnerungen eines Diplomaten*, Berlin, Siedler Verlag, 1993 ; Hans-Dietrich Genscher, *Rebuilding a House Divided: A Memoir by the Architect of German Reunification*, New York, Bantam, 1998 ; Helmut Kohl, *Je voulais l'unité de l'Allemagne*, Paris, Éditions de Fallois, 1997 ; Wolfgang Schäuble, *Mitten im Leben*, München, Bertelmann Verlag, 2000 ; Horst Teltschik, *329 Tage: Innenansichten der Einigung*, Berlin, Siedler Verlag, 1991 ; Frank Elbe et Richard Kiessler, *A Round Table with Sharp Corners: The Diplomatic Path to German Unity*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1996.
2. En 1989, la crainte se situait principalement au niveau des chars soviétiques présents en RDA, accompagnés de quelques 380 000 soldats. Les Alliés craignaient une répétition de la répression pratiquée en 1953, 1956 et 1968, à Berlin-Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie respectivement, où l'Armée rouge était brutalement intervenue, causant la mort de centaines de citoyens manifestant pour une libéralisation du communisme imposé par Moscou.
3. Jean-Baptiste Duroselle fut un prolifique européeniste français, qui a publié à partir des années soixante jusqu'à sa mort au début des années quatre-vingt-dix. Voir notamment, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1988 [1964], p. 18.
4. À la fin des années 1990, la chancellerie a exceptionnellement autorisé la publication d'un recueil de documents officiels, Hanns Jürgen Küsters et Daniel Hofmann, *Deutsche Einheit: Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/1990*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1998. Mise à part cette collection, les mémoires demeurent la source la plus accessible pour la grande majorité des historiens et du public. Deux articles historiographiques démontrent justement la prédominance des mémoires en tant que sources au processus de réunification : Klaus Hildebrand, « Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit 1989/90 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Heft 2, April 2004, p. 192-210 et Kristina Spohr, « German Unification: Between Official History, Academic Scholarship, and Political Memoirs », *The Historical Journal*, 43, 3 (2000), p. 869-888.
5. Bien qu'il aurait été intéressant d'évaluer les mémoires provenant des autres gouvernements impliqués, l'historiographie montre clairement que les principales négociations ont été conduites entre Bonn, Washington et Moscou. En Occident,

les Alliés s'étaient rapidement rattachés aux politiques américaines après la chute du mur de Berlin, tandis que le gouvernement est-allemand, surtout après le scandale de la *Stasi* en janvier 1990, n'avait que très peu d'influence sur la scène politique internationale.

6. Le périodique mensuel *Keegins's Record of World Events* pour l'année 1989 laisse clairement voir qu'il n'existait aucun signe précurseur à la réunification allemande à l'été 1989. Il nous semble donc exagéré que certains hommes politiques affirment avoir dès lors reconnu l'inévitabilité d'une unification à court terme.
7. Lors de son voyage en RFA, Gorbatchev avait d'abord rencontré plusieurs hommes politiques ouest-allemands dont Richard von Weizsäcker, président de la RFA, Hans-Dietrich Genscher, chef du Parti libéral et ministre des Affaires étrangères, ainsi que quelques membres de l'opposition social-démocrate dont Helmut Schmidt et Willy Brandt.
8. Kohl, *op. cit.*, p. 42.
9. Hutchings, *op. cit.*, p. 94; Philip Zelikow et Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed: A Study in Statecraft*, Cambridge, Harvard University Press, 1995, p. 33.
10. Hutchings, *op. cit.*, p. 94.
11. Le gouvernement soviétique n'a reconnu l'éventualité de la réunification allemande que le 10 février 1990 lors d'une visite officielle du chancelier Kohl à Moscou. *Keegins's Record of World Events*, vol. 36, n° 2, 1990, p. 37 259.
12. Gorbatschow, *op. cit.*, p. 79.
13. Hutchings, *op. cit.*, p. 92. Baker affirme quant à lui que « [...] *the unity of Germany should be a central theme to his [George Bush] European trip. And in Mayence, on May 31 – in one of his best foreign-policy speeches – he went beyond our discussion.*». Baker, *op. cit.*, p. 159.
14. De plus, il n'existait à l'été 1989 aucun signe laissant entrevoir une unification allemande à court terme. Voir note 6.
15. Bush et Scowcroft, *op. cit.*, p. 83.
16. *New York Times*, samedi le 10 février 1990, 1^{re} page; Von Plato, *op. cit.*, p. 251.
17. *Ibid.*
18. Baker, *op. cit.*, p. 205.
19. Selon l'article 23 de la constitution ouest-allemande, la RFA pouvait incorporer d'autres *Länder* à sa fédération. Or, l'article 146 permettait également la dissolution de la constitution dans l'éventualité d'une réunification avec l'Allemagne de l'Est. Voter pour l'Alliance pour l'Allemagne indiquait qu'on souhaitait l'annexion des *Länder* est-allemands à la RFA.
20. Bush et Scowcroft, *op. cit.*, p. 259.
21. Gorbatschow, *op. cit.*, p. 120.
22. Le mécanisme de négociation « 2+4 » consistait en une série de rencontres entre les deux Allemagnes « 2 » et les quatre puissances occupantes, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'URSS « 4 », afin de régler les aspects internationaux du processus de réunification. Quatre rencontres, qui ont débuté en mai 1990 pour se terminer en septembre 1990, ont été nécessaires.

23. Ce sont ici les paroles de Gorbatchev (Gorbatschow, *op. cit.*, p. 140). Kohl parle quant à lui du « tournant du Caucase » qui mit fin aux principaux litiges entourant l'unité allemande. Kohl, *op. cit.*, p. 363.
24. Bush et Scowcroft, *op. cit.*, p. 297. Rapallo fait référence à l'échec de la conférence de Gênes pour renégocier les termes du Traité de Versailles en 1922. Walther Rathenau, représentant allemand, avait alors signé une entente avec Moscou dans le village italien de Rapallo, au mécontentement et à la crainte des Alliés.
25. Lors d'une rencontre ultérieure à Paris, la version finale du « Traité 2+4 » fut forgée selon les ententes conclues au Caucase. Le traité a finalement été signé par toutes les parties le 12 septembre 1990. *Keesing's Record of World Events*, vol. 36, n° 8, 1990, p. 37 659.
26. Le discours en dix points du chancelier représentait une première tentative de réunification des Allemagnes. Ce sont les points cinq et dix qui ont inquiété le plus la scène internationale et les membres du Parti libéral allemand, représentés par Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères. Le point cinq stipulait que les Allemands étaient prêts à faire un pas en avant en travaillant communément vers des « structures confédératives » entre les deux États, pour ensuite se développer en une fédération. Avec le point dix, Kohl assurait que le but de son nouveau plan était l'accession à l'unité pour les Allemands. On trouve une version complète du discours dans le livre de Konrad H. Jarausch et Volker Gransow : *Uniting Germany: Documents and Debates, 1944-1993*, Providence et Oxford, Berghahn Books, 1994, p. 86.
27. Gorbatschow, *op. cit.*, p. 90.
28. À Washington, seul Brent Scowcroft a réagi négativement au discours de Kohl. Selon lui, de telles manœuvres, sans consultation préalable, pouvaient s'avérer dangereuses au cas où Kohl souhaiterait échanger, avec Moscou, l'unité de l'Allemagne pour sa neutralité. Bush et Scowcroft, *op. cit.*, p. 195.
29. *Public Papers of the President of the United States, George Bush*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1989, vol. I, p. 1 644.
30. Kohl, *op. cit.*, p. 158.
31. Genscher, *op. cit.*, p. 301.
32. Elbe et Kiessler, *op. cit.*, p. 50.
33. Lors des recherches, nous avons constamment cherché à superposer les témoignages des protagonistes avec les événements recensés dans le *Keesing's Record of World Events*. Ce périodique mensuel a largement documenté les événements internationaux relatifs à la réunification de l'Allemagne, sur les plans diplomatique et interne. Il offre un tableau complet de la révolution est-allemande et de l'effondrement rapide des structures politiques, économiques et sociales en RDA.
34. En effet, Kohl affirme dans ses mémoires qu'il ne voulait pas se « [...] lier les mains, ni provoquer inutilement les esprits déjà échauffés en de nombreux endroits. Pour ces raisons, un échancier était totalement impossible ». « J'étais moi-même convaincu qu'on ne réaliserait l'unité allemande que dans trois, quatre ans [...] » Kohl, *op. cit.*, p. 143.
35. Elizabeth Pond, *Beyond the Wall: Germany's Road to Unification*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1993, p. 135.
36. La mise sur pied du mécanisme « 2+4 », telle que mentionnée ci-dessus, n'a pris place qu'au « Sommet à ciels ouverts » d'Ottawa les 12 et 13 février 1990.
37. Von Plato, *op. cit.*, p. 426.